

le système de formation. Ce conservatisme peut s'exprimer notamment par une structure de la formation, notamment universitaire, où prédominent des spécialités comme le droit, la médecine, les Lettres et ceci pour des raisons sociales. Dans ce cas aussi, il y a une perte de l'efficacité économique de l'Education sous formes du chômage ou du sous emploi.

On remarque donc, de nouveau, que la vision selon laquelle le développement de l'Education entraîne nécessairement au développement économique n'est pas relativement vraie, c'est à dire relativement à un pays donné et à un moment de son évolution.

Nous disons "relativement" car le drainage de compétences est là pour montrer, hélas de façon douloureuse pour les pays qui le subissent, qu'il y a toujours un lien entre Education et développement économique. Ce drainage des compétences devient dès lors un indicateur du degré d'efficacité de ce rapport, de sa faiblesse dans les pays qui en pâtissent, comme de sa force dans les pays qui en bénéficient.

La question devient alors plutôt celle de savoir quelle est l'Economie qui est capable de donner sa pleine efficacité à l'effort éducatif. Il est ainsi remarquable de noter, pour le cas algérien, mais ceci pourrait être probablement généralisé, que les diplômés universitaires qui émigrent trouvent du travail à l'étranger et y sont appréciés. Ce fait contredit le discours politique récurrent qui cherche à expliquer le chômage des jeunes, et notamment des diplômés, uniquement par les insuffisances du système d'Education et son incapacité à former "à des postes de travail et sur des profils correspondant aux besoins de l'Economie". Ce discours a d'ailleurs souvent pour fonction de masquer les insuffisances de la politique économique et sociale. Pour les pays développés et pour les mêmes raisons, on remarquera la correspondance de ce discours avec les situations de chômage de la jeunesse instruite, alors que ce thème est absent dans les pays développés dynamiques économiquement et où existe le plein emploi. C'est probablement parce que l'Economie dispose d'une certaine plasticité, y compris en ajustant à ses besoins le "produit" du système d'Education à travers la formation complémentaire donnée par le travail, et que dans ce rapport Education-Economie, c'est elle donc qui joue le rôle déterminant.

Alger-Mai 2008

Or aujourd'hui, avec la Révolution scientifique et technologique contemporaine, la science, la technologie, le savoir scientifique jouent un rôle direct dans la production. En d'autres termes, les pays en voie de développement, ont abordé l'étape de leur Révolution industrielle, dans un contexte historique totalement différent, celui où la Révolution scientifique et technologique impose un niveau bien plus élevé d'éducation et de formation.

On comprend, dès lors, mieux leur approche des problèmes du développement et leur raisonnement: "Nous n'avons pas besoin de passer par toutes les étapes où sont passés les pays actuellement industrialisés, il y a la possibilité de prendre un raccourci et d'entrer directement dans le développement économique moderne grâce au développement rapide du système d'éducation".

Cependant l'expérience a montré qu'il pouvait là y avoir deux risques d'absence de complémentarité entre le système Education-Formation et le système économique:

- 1- Soit une situation d' "avance" du système d'Enseignement, notamment supérieur, sur la structure de l'économie et notamment la structure de l'Industrie et des services. Dans ce cas, le système forme dans des spécialités correspondant aux technologies les plus avancées mais qui ne trouvent pas leur projection dans l'activité économique. Le cas de l'Algérie est à cet égard significatif: elle a formé, à partir des années 70, sur le sol national mais aussi à travers la formation qu'elle a financé massivement à l'Etranger, dans des spécialités souvent "pointues" (informatique, biochimie etc.. et même intelligence artificielle) que l'Economie ne pouvait encore utiliser. L'exemple de l'Informatique est le plus connu. L'Algérie s'était lancée très tôt, dès les années 70 dans ce domaine et y occupait une place d'avant garde parmi les pays en voie de développement. Mais le résultat, jusqu'à présent, a été un exode massif des informaticiens, et désormais un retard de l'Algérie dans ce domaine par rapport à d'autres pays en voie de développement (Tunisie par exemple) qui eux avaient commencé par développer les services informatiques, notamment dans les banques.
- 2- Soit une situation d'avance du système économique sur le système éducatif, lorsque le système économique a recours à des technologies avancées et que le côté "conservateur" l'emporte dans

emploi. L'efficacité du système éducatif sera alors insuffisante ou faible, selon le degré de ce gaspillage, mais cette fois ci pour des raisons économiques. Les investissements réalisés dans le système Educatif seront donc perdus, au moins en partie, pour la société qui les a consentis mais ils pourront être profitables aux sociétés qui vont drainer ces compétences.

Examinons cette question de la complémentarité Education-Economie. L'Education, on l'a vu, agit sur l'un des facteurs économiques, le facteur travail grâce à son action sur la qualification. Ce facteur travail n'agit pas de façon isolée. Il devient efficient lorsqu'il met en mouvement les autres forces productives, moyens de production, moyens de travail (machines, équipements etc.), bref lorsqu'il met en mouvement du capital. Il y a donc une relation directe entre le niveau de qualification nécessaire et le niveau de la technologie à un moment historique donné, au niveau d'un pays et au niveau économique mondial. Certes, il y a la possibilité de substitution capital-travail et ceci dans les deux sens. Des pays disposant, d'une main d'œuvre abondante et à bon marché, pour des raisons liées aussi à leur niveau technologique et à leur politique sociale de l'emploi, peuvent décider de recourir à des technologies moins avancées mais grandes consommatrices de main d'œuvre. Cela a été par exemple le cas de la Chine, en gros, jusqu'aux années 90 et en partie jusqu'à présent. D'autres, à l'inverse, en général les pays les plus développés, recourent à des technologies avancées consommatrices de beaucoup de capital et de peu de main d'œuvre. C'est ce dernier choix pourtant qu'avait fait l'Algérie dans les toutes premières décennies de son développement bien que disposant de beaucoup de main d'œuvre avec un niveau technologique bas.

Mais cette substitution capital-travail a évidemment ses limites, les règles de la concurrence mondiale imposant tôt ou tard, pour être compétitifs, la mise à niveau de l'Economie avec le progrès technologique. L'évolution actuelle des pays émergents le prouve.

Il faut avoir en vue aussi que le développement économique , en tant que phénomène nouveau de l'Histoire humaine déclenché par la Révolution industrielle, n'a pu être possible, aux 17ème et 18ème siècle, malgré l'analphabétisme et un niveau d'éducation médiocre, que parce que la technologie au départ était relativement simple.

caractérisait un retard considérable en matière d'éducation, et l'idée que l'effort en matière d'éducation avait une rentabilité économique directe et que c'était donc le meilleur investissement.

Ainsi de façon générale, les dépenses d'Education des pays en voie de développement, ont progressé, pendant toute une période, proportionnellement beaucoup plus vite que le revenu national.⁽⁵⁾

On a donc beaucoup dépensé dans l'Education, mais on a souvent sous estimé l'effort à faire dans des secteurs comme la santé, l'Habitat, l'eau. Le nombre d'enseignants augmentait rapidement, mais ils n'avaient pas de logements et leurs conditions de vie étaient, et restent, dans la plupart des pays en voie de développement difficiles. Bien plus, le discours politique sur l'importance de l'effort en matière d'éducation a servi, et sert encore, à camoufler ou justifier les faiblesses dans les autres secteurs, lesquelles ont très souvent d'autres causes que la part prise par l'Education dans les dépenses publiques.

Les ressources allouées à l'Education ne déterminent pas en elles mêmes l'efficacité économique de celle ci. Celle ci dépend aussi de l'efficacité du secteur économique, laquelle dépend à son tour du niveau de développement économique d'un pays donné..

3.2- Capacités de l'Economie à utiliser les ressources humaines formées par le secteur de l'Education

Le système d'Education-Formation "fabrique un produit" qui est les capacités culturelles et techniques de travail des hommes et des femmes formés par ce système.

Ce "produit" est un produit de consommation pour le système, économique. Il se pose donc ici la question de la capacité de celui ci à "consommer" ce produit, à l'absorber, à le "digérer". Poser cette question, c'est poser celle de la complémentarité des deux systèmes. Si elle est déficiente, on se trouvera en présence d'un produit qui ne sera pas utilisé, ou ce qui revient au même qui ne trouvera pas acquéreur sur le marché du travail, et donc devant différentes formes de gaspillage économique, soit totales avec le chômage, soit partielles, le sous

⁽⁵⁾ De 1950 à 1960, les dépenses d'éducation ont augmenté dans les pays en voie de développement cinq fois plus que le revenu national; (UNESCO, 1964)

- En tant que dépenses de consommation, les dépenses d'Education doivent répondre aux besoins de la population, à un moment historique donné, en instruction, en culture et en formation.

- En tant que dépenses d'investissement, elles doivent répondre aux besoins de l'Economie en main d'œuvre qualifiée.

On retrouve donc ici, sous cette autre forme, les fonctions socioculturelles et économiques de l'Education.

La première contrainte vient du fait que les dépenses d'éducation, en tant que consommation sociale, doivent être en équilibre avec les autres dépenses de consommation sociale (Santé, habitat, logement etc..), exactement comme un individu limite son budget culture-éducation, ou celui de sa famille en fonction de ses autres besoins.

La deuxième contrainte vient de la double nature économique même de l'Education, à la fois consommation et investissement. Certes on peut estimer que toute élévation du niveau culturel est bonne pour l'individu ou la Société et se traduira tôt ou tard par un progrès économique. Mais rien ne prouve, comme nous l'avons déjà vu, qu'il y a une correspondance directe entre ceci et cela. Les exemples sont actuellement nombreux de pays qui ont un très haut niveau culturel (par exemple Cuba, la Russie) sans l'équivalent économique. Bien au contraire, tout le problème de toute politique d'éducation est de gérer en permanence cette contradiction relative entre ces deux aspects, consommation et investissement de l'Education, et de trouver des équilibres: jusqu'où aller dans la scolarité obligatoire, 14 ans, 16 ans, 18 ans? Quelle part accorder à l'Enseignement général d'une part et à l'enseignement technique et professionnel? quelles sont les parts du budget à accorder à l'effort de généralisation de l'enseignement et à celui de formation professionnelle technique et supérieure ? etc..

Il y a donc une limite aux dépenses de l'Education et si elle n'est pas respectée cela risque de se faire au détriment de l'ensemble des secteurs, y compris celui de l'Education.

Cette limite semble évidente mais elle n'a pas toujours été prise en considération, particulièrement dans les pays en voie de développement dans les toutes premières décennies des indépendances. Les raisons en ont été déjà évoquées: la situation de départ qui se

le potentiel formé par le système éducatif. Là est la condition d'une synergie entre les deux systèmes.

3- Les conditions économiques de l'efficacité de l'Education:

En termes généraux, le problème est le suivant:

- il faut d'une part que les ressources allouées au secteur Education-formation soient suffisantes à l'effort en la matière mais sans qu'elles se fassent au détriment du développement des autres secteurs socioéconomiques
- il faut d'autre part que l'Economie puisse utiliser "le produit" du système Education-Formation.

3.1- Dépenses de l'Education et contraintes économiques:

Les dépenses de l'Education ont, du point de vue économique, une double nature: ce sont à la fois des dépenses de consommation et des dépenses d'investissement.

L'Enseignement est un procès de consommation car il permet à l'enseigné de satisfaire ses besoins en culture et en connaissance ainsi qu'en compétences capables de lui permettre de s'ajuster à la Société, et à ses exigences culturelles, sociales, techniques, et d'y assurer sa place et son avenir. On peut dire, dans ce sens, que l'Ecole fournit un "produit culturel" et que l'enseigné le consomme. Les familles des enseignés font partie de ce processus de consommation qui répond aussi à leurs besoins en matière d'Education de leurs enfants. (Habib Rahma, 1994) C'est aussi un procès d'investissement au sens même de la définition économique de ce terme. Les dépenses d'Education, aussi bien au niveau de l'individu que de la Société, sont un capital qui est transformé en moyens de travail, ici la connaissance, le savoir faire, en vue d'une plus grande productivité. C'est donc une opération économique qui diffère la consommation de ces dépenses en vue de profits futurs, que ce soit sous la forme de salaires pour l'individu ou d'un accroissement de la richesse sociale. C'est un capital qui est intégré à l'individu, lui donne plus de valeur et d'efficacité, d'où la notion de Capital humain.

En termes économiques, le problème est le suivant:

En Algérie, en 2005, selon des chiffres officiels, l'interruption de la scolarisation concernait 31,8% de la population de 6 à 24 ans soit 6 360 000 enfants et jeunes. Le nombre des déperditions par an était évalué à 500 000 (RADP, Conseil National Economique et Social (CNES), 2005). Selon un rapport du CNEAP (op.cité), elles ont été de 572 415 en 2005, dont 463 110 pour le moyen et le secondaire. A la même date, en 2005, le système de formation professionnelle public accueillait 467 000 stagiaires (CNES, op. cité). Ce système ne pouvait donc absorber qu'une année des déperditions. Il en résulte donc un déficit important dans la Fonction économique du système d'Education et de formation. Il est cependant difficile de le chiffrer en l'absence de statistiques plus précises, notamment sur la contribution du secteur privé dans la formation professionnelle, laquelle commence à s'y développer. Le même rapport du CNEAP soulignait que 30,6% des jeunes de 15 à 29 ans étaient, en 2002, en demande d'une formation et que *"les exclus du système scolaire se retrouvent à la fin du cycle fondamental ou secondaire, après un enseignement général, dépourvus de qualifications nécessaires à l'insertion dans la vie active"*(CNEAP, op. cité).

En Algérie toujours, en 2005, le taux de chômage des jeunes de moins de 20 ans était de 34,30% et de 12% pour les diplômés universitaires (CNES, op. cité). Il s'avère donc que même dans le cas où la formation professionnelle est, en principe, assurée par le système d'Enseignement et de formation, c'est à dire dans le cas où l'Education remplit sa fonction économique, cette condition ne suffit pas à garantir sa contribution au développement économique.

On le voit donc, le rapport Education-Economie est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. Il ne met pas en jeu seulement la fonction économique de l'Education mais à travers elle le contenu de l'Education et de la formation et la capacité de la Société à démocratiser réellement l'Education en assurant non seulement l'accès au système pour tous mais aussi en éliminant les déperditions. En d'autres termes, l'efficacité de l'Education dépend de l'efficacité des autres systèmes, système culturel, système social, système politique, et particulièrement de l'efficacité du système économique. C'est celui ci qui stimule, entretient, développe l'efficacité du système éducatif, en fonction non seulement de sa capacité à lui fournir les moyens matériels et financiers qui lui sont nécessaires, mais aussi de sa capacité à utiliser

cette Industrie à 29% du Produit national brut des Etats Unis à la même date. Il anticipait ainsi une évolution qui s'est confirmée avec l'introduction généralisée de l'Informatique, le développement de l'Industrie numérique et l'Economie du savoir.

La Fonction économique de l'Enseignement réside dans le fait que le système d'Education et de formation ne doit pas remplir seulement un rôle éducatif mais qu'il doit préparer aussi au travail, qu'il est aussi un système de formation professionnelle. Il doit donc, d'une part préparer à un métier, et d'autre part répondre, en quantité et en qualité, aux besoins de l'économie en main d'œuvre qualifiée.

Elle réside aussi dans la nécessité d'une gestion économique de cette ressource rare qu'est l'Education, étant donné les dépenses qu'elle induit. La notion d'investissement en matière d'Education et de formation a donné naissance, au début des années 60, à la notion de "Capital humain" qui s'est étendu ensuite à d'autres secteurs, la Santé, la Recherche scientifique etc..

Cette approche économique de la question de l'Education est apparue, la première fois, en Algérie, dans la Réforme de l'Enseignement supérieur de 1971, qui peut être résumée dans cet objectif qu'elle s'assignait: "Former le maximum de cadres au moindre coût possible" (Ministère de l'Enseignement supérieur, 1971). Il lui avait d'ailleurs été reproché d'avoir sacrifié les autres finalités de l'enseignement universitaire au nom de cet objectif "utilitariste".

De façon générale, l'accent mis sur cette fonction économique n'a pas été sans se heurter, partout à des résistances d'un corps enseignant attaché aux fonctions traditionnelles, éducative et culturelle, de l'Education.

Le degré avec lequel le système d'éducation remplit sa fonction de préparation à un métier dépend du degré d'évolution du système de formation professionnelle, que celui ci soit public, privé, ou se fasse sous d'autres formes (entreprises, associations etc..). Pour la formation supérieure et universitaire, le problème est en principe réglé puisqu'elle donne lieu à une qualification et à un diplôme la sanctionnant. Les populations fragiles sont donc essentiellement celles qui ont interrompu leur scolarité dans l'enseignement général, qu'il soit primaire ou secondaire.

l'accroissement des flux migratoires et leur accélération au début du 21ème siècle. Considéré sous cet angle, le drainage de la main d'œuvre qualifiée et des compétences apparaît comme une nouvelle division du travail, où le Sud devient de plus en plus une "usine" à formation au profit du Nord.

Sur le plan social et politique, la principale conséquence a été l'émergence sur la scène de masses considérables de jeunes relativement instruits, par rapport aux générations précédentes, et pourrait-on dire, d'autant plus révoltés qu'instruits. On ne peut comprendre la nature des mouvements politiques, politico-religieux, civilisationnels, culturels, identitaires qui secouent actuellement la planète sans prendre en compte l'influence profonde de cette Révolution de l'Enseignement. Mais c'est là un sujet qui dépasse le cadre de cet article.

2.3-La Fonction économique:

La fonction économique de l'Education s'est révélée avec une force grandissante au fur et à mesure de l'accroissement énorme des dépenses de l'Enseignement et de la Formation.

Ces dépenses se sont accélérées sous la triple action de l'explosion démographique, de "l'explosion scolaire" qui lui est liée, et des exigences de plus en plus grandes de qualification. En effet, les enseignements secondaire et supérieur sont plus coûteux que l'Enseignement primaire en ressources matérielles et financières, notamment parce qu'ils nécessitent un taux d'encadrement plus grand, l'enseignement se faisant par disciplines et spécialités.

L'Enseignement est devenu une énorme "Industrie". Aux dépenses des secteurs public et privé de l'Education, il faut y ajouter les dépenses d'éducation et de formation de tous les autres secteurs, économique, social, culturel, celles des familles, des institutions religieuses, de l'armée, des syndicats et associations, des médias etc.. L'économiste austro-américain Fritz Machlup parlait déjà, en 1958, d'un nouvel ensemble catégoriel, l'"Industrie de production et de distribution des connaissances" ou "Industrie de l'Information" (composée de l'Education, plus l'Information, la Recherche scientifique et les médias) et il évaluait la part de

sociologues, dont notamment Pierre Bourdieu ⁽⁴⁾, que cette fonction sociale de l'Enseignement rencontre comme obstacle à sa réalisation la stratification et les discriminations sociales.

Mais ce qu'on voit moins c'est qu'elle trouve comme obstacle aussi, dans les pays en voie de développement, notamment les plus pauvres, le poids des dépenses énormes de l'Education qu'exige la résorption de leur retard et une pyramide des âges qui fait de la jeunesse la plus grande partie de la population

Au début des années 1980, il s'est produit un événement d'une importance historique considérable. Pour la première fois, le nombre de personnes sachant lire et écrire dans le Sud de la planète (1,4 Milliard de personnes en 1985) a dépassé celui des mêmes personnes dans le Nord de la planète (1 milliard à la même date)(PNUD, op. cité). Et en 2003, le nombre des enfants et jeunes scolarisés dans le primaire et le secondaire dans le Sud de la planète (1,276 milliard) était, en chiffres absolus, plus de douze fois plus grand que les mêmes enfants dans les pays actuellement développés (151,964 millions) (UNESCO,op. cité). Pendant longtemps, les Etats Unis formaient le plus grand nombre de diplômés universitaires par rapport à tous les autres pays dans le monde. En 2006, la Chine, avec 5 622 795 diplômés, avait "produit"deux fois plus de diplômés universitaires que les Etats-Unis (2 639 006 diplômés) (ISU,op. cité)

Cette Révolution dans l'Enseignement est l'un des faits majeurs du 20eme siècle, combinée avec les Révolutions de libération nationale et la Révolution scientifique et technique. Elle a des conséquences sociales, culturelles et politiques qui continuent de se développer et dont il est difficile encore de mesurer toute la portée dans la vie de l'Humanité. En effet, c'est une tendance historique profonde qui annonce certainement une évolution inévitable à terme des rapports de force entre le Nord et le Sud de la planète.

Mais, en attendant, et jusqu'à présent, la Révolution de l'Enseignement ne s'est pas accompagnée, en général, dans les pays en voie de développement, des capacités économiques équivalentes, en termes d'emploi. Le résultat, au niveau international, en a été

⁽⁴⁾ notamment, *Les héritiers, les étudiants et la culture*, 1964, Paris, Editions de Minuit. *La Reproduction* 1970, Paris, Editions de minuit.

la classe d'âge concernée. Le diplôme universitaire, en tant que niveau minimal, tend à devenir ce qu'était le certificat d'études au début du 20ème siècle. En 1988 déjà, le taux de scolarisation dans l'Enseignement supérieur était, aux Etats Unis, de 63% (PNUD, 1990). En 2004, il était de 82%. A la même date, il était de 93% en Finlande, de 88% à Cuba, de 79% en Suède, de 72% en Russie, de 56% en France, et entre 50 à 70% dans la plupart des pays occidentaux. (Institut des Statistiques de l'UNESCO, ISU, 2007)

Les pays en voie de développement ont abordé, évidemment, ces étapes avec un décalage historique. La généralisation de l'enseignement primaire, l'Education primaire universel, y ont été réalisées, dans la plupart d'entre eux, à la fin des années 1980. Ils ont entamé, ensuite, la phase de la généralisation de l'enseignement secondaire où le taux de scolarisation avait atteint en moyenne 39% en 1988. (PNUD, op. cité) et 48.7% en 2003 (UNESCO, 2006).

En Algérie, la généralisation de l'enseignement secondaire est relativement avancée avec un taux de scolarisation en 2004 de 66% (ISU, op. cité) mais celle de l'Enseignement supérieur est loin d'être entamée avec un taux de 22% à la même date. Ce dernier chiffre est à rapprocher de celui de l'Egypte de 35%, de la Tunisie de 31% et du Liban de 48% à la même date. (ISU, op. cité)

La différence entre les pays développés et les pays en voie de développement, c'est que, chez ces derniers, la demande sociale a précédé la demande économique, ou, pour dire les choses autrement, la Fonction sociale de l'enseignement a pris le pas sur sa Fonction économique. La généralisation de l'enseignement ne s'y est pas faite, sur une longue période historique, au fur et à mesure de l'accroissement de l'exigence de qualification, de la Révolution industrielle à la Révolution scientifique et technologique, comme pour les pays occidentaux. Les pays en voie de développement ont du procéder à la généralisation de l'Enseignement dans un temps historique très court. Au sortir du colonialisme et d'autres formes de domination étrangère, la nécessité de liquider l'analphabétisme ainsi que l'aspiration très forte à l'Education créaient une demande politique très forte.

Par ailleurs, on sait maintenant, grâce aux travaux dans les années 1960-1980 de nombreux

dehors de leur langue et de leur culture nationale. On peut même considérer que le développement de pays comme les Etats Unis, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada, et l'implantation de la Révolution industrielle dans ces colonies de peuplement anglais, n'a été, au fond, rien d'autre que l'exportation et l'implantation de la culture industrielle anglo-saxonne.

2.2-La Fonction sociale:

Tous les systèmes d'éducation contemporains ont pour fonction sociale, du moins proclamée, l'égalité des chances devant l'instruction c'est à dire la démocratisation de l'enseignement.

Cette démocratisation a été le résultat de luttes sociales. Mais elle ne s'est pas faite uniquement pour des raisons morales. Elle a été aussi, et peut être surtout, le résultat des exigences du développement économique, et notamment de la nécessité de la qualification du travail qui s'est développée toujours plus à partir de la Révolution industrielle. Déjà Adam Smith, suivi par les autres économistes classiques, réclamait, dans la première phase de la Révolution industrielle, la généralisation à tout le Royaume Uni, du système communal d'enseignement obligatoire et gratuit qui existait alors en Ecosse et qu'il admirait..

A la Révolution industrielle a correspondu d'abord l'enseignement primaire obligatoire (1870 en Angleterre, 1882 en France, 1814 au Japon) puis sa généralisation

A la Révolution scientifique et technologique contemporaine a correspondu, au 20eme siècle, dans les pays développés, la généralisation de l'enseignement secondaire et le début de la massification de l'enseignement supérieur.

La Révolution scientifique et technologique a, en effet poussé encore plus loin la nécessité de la qualification. La Science, le Savoir sont devenus, désormais des forces productives directes. La force de travail s'est "intellectualisée" et la part du travail manuel s'est réduite de plus en plus. C'est encore plus vrai avec le passage actuel à "l'Economie du savoir".

Ceci explique que la tendance actuelle, dans les pays développés, est à la généralisation de l'enseignement supérieur à toute

aux technologies avancées, en Français (Informatique, télécommunications, industrie pétrolière, banques etc..), les activités traditionnelles (agriculture, petit commerce, artisanat etc..) se déroulant en Arabe. Il s'ensuit la reproduction discrète, car voilée par un discours idéologique⁽³⁾, mais réelle dans la Société et donc dans le système éducatif, de valeurs du passé colonial et notamment de sa hiérarchisation culturelle. Mais ici le conservatisme envers la culture passée s'exprime envers la culture coloniale et se prolonge dans le maintien des fonctions de communication sociale interne de la langue française. La langue dont le prestige est réaffirmé, implicitement ou explicitement, est la langue française, puisque c'est elle qui permet le meilleur accès au travail et la promotion sociale. La question nationale devient alors une question sociale. Les tensions que génère en permanence l'existence de ces deux sociétés et leur contradiction expliquent, en grande partie, les conflits que connaît la société algérienne, que ces conflits soient contenus et gérés politiquement ou qu'ils éclatent en affrontements ouverts.

Dans ces conditions, il est difficile que l'Education agisse sur le développement économique de façon efficace. Les diplômés en arabe trouvent peu de débouchés dans les quelques secteurs utilisant l'Arabe comme outil de travail. L'élite scientifique et technique peut difficilement jouer le rôle de toute élite, celui de servir de relais à l'implantation du progrès technologique en profondeur dans la Société. Elle risque même de s' isoler de sa Société. Des phénomènes comme l'exode des compétences se trouvent alors amplifiés par ce facteur culturel, cette élite émigrant vers les pays de langue française, France, Canada, notamment pour des disciplines, comme la médecine, très sensibles au facteur linguistique.

Le développement récent de pays émergents comme la Chine, la Corée du sud, le Vietnam etc... a démontré l'importance économique de ce facteur culturel. L'activité économique, et notamment la diffusion de la technologie dans la société, se font dans la langue nationale. Il n'est pas d'ailleurs, jusqu'à présent, que ce soit en Europe ou ailleurs, d'exemple historique de pays ayant eu un développement durable en

⁽³⁾ Ce discours peut même avoir des accents nationalistes. "Le Français est un butin de guerre", disait ainsi l'écrivain algérien Kateb Yacine. Il aurait du cependant préciser pour lequel des deux pays, l'Algérie ou la France.

Le cas de l'Algérie est à cet égard significatif. La décolonisation de l'enseignement s'y est traduite par l'introduction de la langue arabe, à la place de la langue française, dans le primaire puis le secondaire puis à l'Université en ce qui concerne seulement les sciences sociales. Cette politique d'"arabisation", comme elle est nommée improprement ⁽²⁾ a été stoppée, pour l'essentiel au début des années 80. Elle s'est arrêtée notamment à la porte de l'activité économique et technologique, là précisément où la langue exprime sa fonction économique en tant qu'instrument des échanges commerciaux et outil de travail. La haute administration du pays a continué de fonctionner en Français à part quelques secteurs les plus en contact avec la population: l'Enseignement, la Justice, la Police, l'Etat civil, une partie de l'Information.

Il en a résulté un système bicéphale, deux écoles (la langue française s'étant réimplantée dans le réseau d'écoles privés), deux Universités, et finalement deux Sociétés. Il s'agit de deux sociétés au sens sociologique du terme, l'une francophone, minoritaire, surtout présente dans les grandes villes les plus marquées par la colonisation, (Alger, Oran etc...) l'autre, "l'Algérie profonde", de langue arabe, chacune de ces deux sociétés ayant ses journaux, ses élites, les partis les représentant, son réseau de relations interne et externe. Il est intéressant de noter que le problème de la communication économique et sociale entre ces deux sociétés va tenter d'être réglé, encore plus qu'à l'époque coloniale, par le développement d'un "sabir", sorte de dialecte fait d'un mélange de Français et d'Arabe. Ce sabir va peser fortement sur l'Enseignement, qu'il se fasse en Français ou en Arabe et en diminuer les performances.

Le système éducatif reproduit là, sous une autre forme et on pourrait dire une forme élargie, la dualité qui persiste de la structure coloniale: une minorité francophone algérienne, dominante notamment dans l'administration de l'Etat, à la place de la minorité française coloniale, et deux secteurs économiques, l'un moderne et l'autre traditionnel. On peut en effet observer que la division du travail dans le secteur de l'Economie et des services suit les contours de la division linguistique: les activités économiques modernes, celles notamment ayant recours

⁽²⁾ Peut-on, en effet, arabiser ce qui est déjà arabe. Mais ce terme est en fait un lapsus francophone, car il devient exact lorsqu'il s'agit d'arabiser les secteurs, ou les personnes utilisant la langue française.

d'enseignement à divers degrés. Le système éducatif n'est pas seulement relié au système économique mais il est en interaction avec tous les autres systèmes sociaux.

Ce conservatisme peut s'exprimer donc à travers le poids du système culturel en place et la reproduction, à travers l'enseignement, d'une culture passée, c'est à dire d'une culture ou de certains de ses aspects qui ont épuisé leurs capacités de progrès Il peut aussi s'exprimer à travers le poids du système social et la reproduction, dans le système de l'enseignement, de la culture et des valeurs des classes dominantes.

Il peut se manifester, sur le plan technique, par l'absence d'adéquation entre la transformation rapide de la structure de la connaissance scientifique et technique à notre époque (nouvelles branches scientifiques et technologiques, création de nouvelles sciences à l'interface de branches traditionnelles, biochimie, biophysique etc..) et l'organisation de l'enseignement, aussi bien dans son contenu, que dans ses méthodes avec la généralisation de l'informatique, des moyens audiovisuels.

Une autre forme que peut prendre l'inertie du système éducatif c'est l'absence ou la faiblesse de ses relations avec le monde du travail. Cette inertie peut concerner aussi les systèmes d'évaluation et de contrôle des connaissances qu'il utilise. Ce n'est pas un hasard si l'on découvre actuellement que les systèmes d'éducation les plus performants, celui de la Finlande par exemple, sont ceux aussi où l'évaluation a pour finalité le succès de chaque élève et non l'élimination des moins "performants" du système.

En Algérie, le CNEAP (Centre national d'Etudes et d'Analyses pour la Population) attirait, en 2006, ainsi l'attention sur ce conservatisme: *"L'évolution du système éducatif dans ses différents segments (fondamental, secondaire, formation professionnelle et supérieure) fait preuve de conservatisme et développe des formes de résistance aux évolutions technologiques et sociales et aux méthodes pédagogiques modernes ".(CNEAP,2006)*

Il est un cas où ce conservatisme a les effets les plus destructeurs, c'est, pour ce qui est des pays anciennement colonisés, lorsqu'il se traduit par la reproduction du système éducatif et culturel légué par le colonialisme.

anciens rapports sociaux et de leur recomposition. En tant que tel, comme l'étaient les premières machines à tisser à l'aube de la Révolution industrielle, il peut être perçu comme un danger, comme un instrument de domination des nations les plus développées sur les autres. On se souvient, à ce sujet, en Algérie, de la, polémique, désormais dépassée, qu'avait soulevée au début des années 80 la large diffusion de "la parabole", c'est à dire des antennes permettant de capter les chaînes satellitaires étrangères. Il y avait ceux qui y voyaient une ouverture sur le monde, et ceux qui y voyaient une "invasion culturelle".

Parmi donc les facteurs socioculturels, il faut donc parler aussi de l'importance des facteurs religieux, politiques, idéologiques.

Adam Smith, au 18ème siècle, le soulignait déjà. Il voyait, dans la fonction éducative de l'enseignement, un instrument de la paix sociale, *"dans les pays libres où la tranquillité des gouvernants dépend extrêmement de l'opinion favorable que le peuple se forme de leur conduite"*, et par conséquent une condition du progrès économique. (A. Smith, 1776))

On connaît la fameuse étude de Max Weber, dans son ouvrage essentiel, "L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme" (1905), sur la relation entre le protestantisme, ses valeurs et l'émergence du capitalisme.

Le nationalisme allemand, du début du 19ème siècle, dans son contenu de libération de la domination française sur l'Allemagne, a joué ensuite un rôle important dans l'unification de ce pays, la liquidation des barrières douanières entre les Etats allemands et l'unification de son marché. Le nationalisme japonais a été un facteur essentiel dans la révolution du Meiji et l'accession du Japon à la modernité.

Le facteur politique et notamment la conscience nationale, ont joué un grand rôle dans l'énergie économique dont ont fait preuve certains pays comme l'Algérie et le Vietnam dans les premières années de l'indépendance. On pourrait multiplier les exemples.

L'Education transmet aussi une culture au sens de l'instruction. L'adéquation de cette fonction aux exigences du développement économique peut être freinée par la tendance à l'inertie de tout système, c'est à dire, ici, par le contenu conservateur qu'à tout système

peut exister entre les efforts faits en matière de développement du système éducation et leurs résultats économiques.

Examinons donc ces fonctions tour à tour.

2.1-La Fonction culturelle

Le rôle de l'éducation, au sens premier du terme, est la socialisation de l'individu c'est à dire son intégration au (aux) groupe(s) de son appartenance sociale . Elle transmet une culture, c'est à dire au sens large du terme, un patrimoine culturel et civilisationnel, un système de valeurs et de croyances, bref une certaine relation entre la conscience et la réalité, une manière de voir le monde et d'agir sur lui. Cette socialisation unit à la fois le groupe social (une société, une nation, une classe sociale, une famille etc..) en donnant à tous un même patrimoine culturel et le différencie en donnant à chacun une culture suivant la place qu'il tient ou doit tenir dans la société (métier, appartenance sociale).

Les facteurs socioculturels ont une grande influence sur le développement car le milieu socioculturel dans lequel vit l'individu va influencer sur ses comportements et donc son attitude et/ou sa réponse aux nécessités de l'activité économique moderne. Par exemples:

- Le comportement par rapport à la notion de temps et de manière générale les exigences de la modernité: l'industrialisation, la vie moderne exigent discipline sociale, précision. Le temps et son économie est la principale mesure de l'efficacité sociale et de la productivité. Un progrès technologique est, en dernière analyse, un progrès dans l'utilisation du temps. Or on sait que les sociétés en voie de développement souffrent de pertes de productivité liées au gaspillage du temps, à l'absentéisme.

- Le comportement par rapport aux biens matériels et à leur acquisition: il n'est pas le même dans une société patriarcale fondée sur l'économie de subsistance et une société de consommation.

- Le comportement par rapport à la technologie moderne. L'ouverture à celle ci peut varier en

fonction du degré de développement et de facteurs socio-idéologiques. Le progrès technologique est partout, et en tout temps, l'élément moteur des transformations sociales. Il est donc un facteur de destruction des

Tout cela prouve donc qu'il n'y a pas une causalité directe entre développement économique et développement du système éducatif, du moins à l'intérieur des frontières d'un pays et au sein d'une société, et qu'il faut certaines conditions pour que cette synergie s'installe..

1-Les conditions générales de la contribution de l'éducation au développement économique:

Le travail humain, la force de travail, est la force productive essentielle, celle qui met en mouvement les autres forces productives matérielles. L'Homme intervient dans le processus de production à travers sa force physique mais aussi, et toujours plus, avec la révolution scientifique et technologique moderne, avec sa force culturelle, intellectuelle, son savoir faire scientifique et technique.

La force de travail se trouve à l'interface entre le système d'éducation, d'enseignement et de formation et le système économique. Elle les relie ce qui explique donc leur interactivité. L'un, le système d'Education, forme, prépare l'Homme au travail, "produit" cette force de travail, fournit à l'économie les ressources humaines, l'autre, le système économique, les emploie en même temps qu'il fournit à l'autre, le système éducatif, les ressources matérielles (bâtiments scolaires, équipements etc..) et financières nécessaires à son activité.

Pour que l'Education agisse efficacement sur le développement économique, il faut donc une double condition, à la fois:

- que les fonctions de l'Education répondent aux exigences du développement économique moderne et ne le freinent pas
- et que le système économique utilise "le produit" du système d'Education et de formation et lui fournisse les ressources nécessaires.

2-Fonctions de l'Education et développement économique:

La fonction économique directe de l'éducation est la formation professionnelle. C'est par cette fonction, qu'elle s'articule directement avec le secteur économique.

Mais l'Education remplit aussi deux autres fonctions, une fonction culturelle et une fonction sociale qui influent indirectement mais profondément sur le développement économique, et qui expliquent la relation complexe et l'absence de causalité directe qui

indépendances, que, "l'homme étant le capital le plus précieux", il suffisait de faire un énorme effort de développement du secteur éducatif et de la formation, pour que le développement économique suive quasi automatiquement. C'était le point de vue optimiste qu'on retrouvait aussi dans les organisations internationales telles que l'UNESCO, qui multipliaient alors, et ce jusque dans les années 1970, les conférences et rencontres sur le thème "Education et développement économique".

Mais il a bien fallu se rendre à l'évidence que ce n'était pas aussi simple. En Algérie par exemple, mais aussi dans la plupart des pays en voie de développement, les efforts énormes en matière d'éducation, ne se sont pas accompagnés des effets attendus en matière de développement économique. De plus, on a vite constaté que ces efforts pouvaient être détournés et profiter paradoxalement au développement des pays déjà les plus développés à travers le drainage des compétences.

Déjà, en 1979, le recensement algérien de la population émigrée faisait état de 28 000 "techniciens, cadres et professions libérales algériens" en France (Ministère de la Planification, 1980). Cet exode des compétences n'est donc pas récent et lié aux événements politiques qu'a connu l'Algérie dans les années 90 comme on le prétend. C'est une tendance lourde et permanente qui concerne l'ensemble du Sud de la planète. Il existe peu de séries statistiques précises et continues à ce sujet pour des raisons probablement politiques aussi bien dans les pays d'origine de cette émigration que dans les pays d'accueil. Mais on peut donner des ordres de grandeur: ainsi, selon un rapport présenté au Forum des chefs d'entreprises algériens (FCE), en Octobre 2006, 7000 des 10 000 médecins étrangers résidents en France, sont algériens, et aux USA, il y avait 3000 "chercheurs et scientifiques algériens de très haut rang". Le même rapport évaluait à des milliards de dollars le coût de cet exode pour la seule période 1992-1996. D'autre part, citant une étude réalisée par un Centre de recherches égyptien et un Centre d'études stratégiques basé à Dubaï, le rapport affirmait que "chaque année le Monde arabe perdait 50% des médecins qu'il forme, 23% de ses ingénieurs et 15% de ses scientifiques". (FCE-2006) D'après un article paru dans le journal algérien "El Watan" (2006), 71 500 diplômés algériens auraient quitté le pays dans la période 1996-2006(1) ⁽¹⁾.

(1) Cet article se réfère à des sources du Conseil Economique et Social Algérien (CNES) sans les préciser

EDUCATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Djamel LABIDI,
Maître de Conférences à
l'Université d'Alger

RESUME:

Cet article montre les relations complexes qu'entretient l'Education avec le développement économique. Elle n'influe pas sur celui -ci seulement à travers sa fonction économique (la formation professionnelle) mais aussi, indirectement mais profondément, à travers ses fonctions culturelle et sociale. L'objectif est d'expliquer l'absence de causalité directe qu'on peut observer entre développement de l'Education et développement économique. Le cas de l'Algérie est souvent évoqué à l'appui de cette démonstration. Parallèlement, un bilan de la 'Révolution de l'Enseignement' du 20eme siècle est esquissé avec ses conséquences géopolitiques. L'idée maîtresse est que dans le rapport Education-Développement économique, c'est l'Economie qui joue les premiers rôles et qui détermine, en dernière analyse, l'efficacité de l' Education sur le développement économique. Dans cette approche, le drainage de compétences devient dès lors un indicateur essentiel du degré de la connexion entre les deux systèmes, éducatif et économique, et des capacités de l'Economie à donner sa pleine efficacité à l'effort éducatif.

Lorsqu'on pose la question: "Est ce que l'Education contribue au développement économique?". La réponse semble évidente: Oui,

- puisqu'elle permet d'agir sur la principale force productive, le travail, en améliorant sa qualité et sa qualification, et en lui permettant de répondre aux exigences technologiques,
- et parce qu'on constate, empiriquement, que plus un pays est développé économiquement, et plus le niveau culturel moyen y est élevé.

Et pourtant, le problème n'est pas aussi évident qu'il y paraît. Ainsi, on avait cru, dans les années 50 et 60, dans l'enthousiasme des